ARRETE No 545 portant ouverture et annulation de crédits au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe du budget local, exercice 1938.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté no 201 du 7 avril 1938 promulguant au Togo le décret du 24 février 1938, portant approbation du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1938;

Vu l'arrêté no 370 du 27 juin 1938 portant ouverture et annulation de crédits, transmis au département aux fins d'approbation par décret suivant lettre no 849 S. T. en date du 15 juillet 1938 du Gouverneur Général de l'A. O. F. Haut Commissaire de la République au Togo;

Sur la proposition de l'ingénieur principal des travaux publics des colonies, chef du service des travaux publics et des transports du Togo;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 21 septembre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts et annulés au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, annexe du budget local du Togo, exercice 1938, les crédits ci-après :

SECTION PREMIERE
Dépenses de l'Exploitation

	CREDITS	
	OUVERTS	ANNULES
Chapitre Premier		
Personnel du Réseau		
ART. 1^{er}. — Services généraux		
§ 1. — Personnel européen	58.000	
§ 2. — Personnel indigène		26.000
ART. 2. — Exploitation		
§ 1. — Personnel européen		14 000
§ 2. — Personnel indigène		23 000
ART. 3. — Voie & bâtiments		
§ 1. — Personnel européen		39.000
§ 2. — Personnel indigène	22.000	
ART. 4. — Matériel & traction		
§ 1. — Personnel européen		11.000
§ 2. — Personnel indigène	58.000	
ART. 5. — Transports et déplacements		
§ 1. — Indemnités de déplacement	1.000	
§ 2. — Frais de transport du personnel		22.000
§ 3. — Frais d'hospitalisation	1.000	
ART. 6. — Dépenses des exercices antérieurs		
		5.000
TOTAL des crédits du Ch. I	140.000	140 000

	CREDITS	
	OUVERTS	ANNULES
Chapitre II		
Personnel auxiliaire et main d'oeuvre indigène du réseau		
ART. 1^{er}. — Services généraux		
§ 1. — Salaires	13.435	
ART. 2. — Exploitation		
§ 1. — Salaires	80.000	
ART. 3. — Voie et bâtiments		
§ 1. — Salaires	95.000	
TOTAL des crédits du Ch. II	188.435	
Chapitre III		
Matériel du Réseau		
ART. 1^{er}. — Services généraux		
§ 1 — Fournitures de bureau	1.910	
§ 2 — Médicaments		55
§ 3 — Achat de mobilier	22.630	
§ 4 — Matières non classées	2.120	
§ 5 — Eclairage électrique		490
§ 6 — Essence et accessoires d'auto. et draisine		9.050
ART. 2. — Exploitation		
§ 1 — Fournitures de bureau	21.545	
§ 4 — Eclairage et graissage	1.820	
§ 5 — Bascules, bâches, horlogerie.	4 089	
§ 6 — Matières non classées	6.965	
ART. 3. — Voie et bâtiments		
§ 1 — Fournitures de bureau	2.500	
§ 2 — Matériel, dessin et instruments		550
§ 3 — Matériel de construction.	31.125	
§ 4 — Bois	11.300	
§ 5 — Matériaux divers		4.000
§ 6 — Peintures et divers	2.075	
§ 7 — Matières textiles et filamenteuses.		1.550
§ 9 — Matériel d'incendie		2.100
§ 10 — Quincaillerie et serrurerie	4.375	
§ 13 — Installations électriques		2 975
§ 14 — Outillage	20.050	
§ 15 — Matériel de voie et d'adduction		57.150
§ 16 — Frais de transport par draisine		1.500
§ 17 — Matières non classées		1.600
ART. 4. — Matériel et traction		
§ 1 — Fournitures de bureau		550
§ 2 — Combustibles	370.580	
§ 4 — Eclairage électrique et essence	4.750	
§ 6 — Matières textiles et filamenteuses		5.350
A reporter	507.834	86.920

	CREDITS	
	OUVERTS	ANNULES
<i>Report</i>	507.834	86.920
§ 8 -- Peintures et vernis	10.110	
§ 9 -- Bois		6.500
§ 10 -- Métaux	1.500	
§ 11 -- quincaillerie, serrurerie		1.300
§ 12 -- Outillage	2.850	
§ 13 -- Rechanges pour matériel roulant		13.450
§ 14 -- Rechanges pour locomotives	18.500	
§ 17 -- Force motrice électrique	61.800	
§ 18 -- Rechanges pour draines	490	
TOTAL des crédits du Ch. III	603.084	108.170
Chapitre V		
Dépenses imprévues du réseau		
ART. 1^{er}		
§ 1 -- Frais de procès, pertes etc.		6.000
§ 2 -- Dépenses imprévues		17.513
ART. 2.		
§ 1 -- Dépenses des exercices antérieurs	104	
TOTAL des crédits du Ch. V	104	23.513
Chapitre VI		
Personnel du wharf		
ART. 1^{er}		
§ 1 -- Personnel européen		3.000
§ 2 -- Personnel indigène	42.000	
ART. 2.		
§ 2 -- Frais de transport de personnel		7.000
ART. 3. -- Dépenses des exercices antérieurs		4.000
TOTAL des crédits du Ch. VI	42.000	14.000
Chapitre VIII		
Matériel du wharf		
ART. 1^{er}. -- Matériel		
§ 3 -- Huiles à graisser	75	
§ 4 -- Eclairage et entretien du phare	4.000	
§ 6 -- Matières textiles et filamenteuses.	1.300	
§ 9 -- Matériel du service de rade.	19.000	
§ 11 -- Outillage		550
§ 14 -- Matériel de maintenance.		16.000
§ 15 -- Matières non classées	235	
TOTAL des crédits du Ch. VIII	24.610	16.550

	CREDITS	
	OUVERTS	ANNULES
Chapitre X		
Dépenses Imprévues du wharf		
ART. 1^{er}		
§ 1 -- Frais de procès, pertes etc.		5.000
Chapitre XI		
Dépenses communes		
ART. 1^{er}		
§ 5 -- Versement au fonds de renouvellement		220.000
Récapitulation de la 1^{re} Section		
DEPENSES EXTRAORDINAIRES		
Ch. I -- Personnel du réseau	140.000	140.000
Ch. II -- Main d'œuvre du réseau	188.435	
Ch. III -- Matériel du réseau	603.084	108.170
Ch. V -- Dépenses imprévues du réseau	104	23.513
Ch. VI -- Personnel du wharf	42.000	14.000
Ch. VIII -- Matériel du wharf	24.610	16.550
Ch. X -- Dépenses imprévues du wharf		5.000
Ch. XI -- Dépenses communes		220.000
TOTAL des crédits de la 1^{re} section	998.233	527.233
Annulations à déduire	527.233	
Reste aux crédits ouverts	471.000	
SECTION DEUXIEME		
Dépenses extraordinaires		
ART 1^{er}. -- Prélèvement sur le fonds de renouvellement.		
§ 13. -- Nouveau-remboursement de la retenue de garantie pour construction pendant l'année 1936 d'un poste de transformation aux ateliers du chemin de fer	3.600	

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ces crédits supplémentaires au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve de l'exploitation pour insuffisance momentanée de recettes pour la section première et, au moyen d'un prélèvement sur le fonds de renouvellement de l'exploitation pour la section deuxième.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 septembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

**Cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite
et de liquidation judiciaire**

ARRETE N° 644 promulguant au Togo le décret du 12 octobre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret du 25 août 1937, portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 12 octobre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire;

Vu la circulaire ministérielle n° 8.087 en date du 16 octobre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 octobre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable aux colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret susvisé du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et aux journaux officiels des Territoires visés à l'article 1^{er} et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 octobre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Rétroactivité coloniale

ARRETE N° 645 promulguant au Togo le décret du 20 octobre 1938 accordant aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun la rétroactivité coloniale prévue par le décret du 2 mars 1912.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 20 octobre 1938 accordant aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun la rétroactivité coloniale prévue par le décret du 2 mars 1912;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 octobre 1938 accordant aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun la rétroactivité coloniale prévue par le décret du 2 mars 1912.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1912 réglant le statut du personnel des douanes coloniales et, ensemble, les textes subséquents qui l'ont modifié;

Sur le rapport des ministres des colonies et des finances;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une rétroactivité d'un mois par six mois complets de présence est applicable aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun dans les conditions prévues par l'article 4 du décret du 2 mars 1912.